



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, De l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemerrier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-pontoise

Cergy-Pontoise, le 27/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FLEX N GATE

Zone d'Activités Les Carreaux
95640 Marines

Références : 2024/0424
Code AIOT : 0006505836

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement FLEX N GATE implanté Zone d'Activités Les Carreaux 95640 Marines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLEX N GATE
- Zone d'Activités Les Carreaux 95640 Marines
- Code AIOT : 0006505836
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de FLEX'N'GATE basée à Marines est spécialisée dans la fabrication par l'injection, la peinture et l'assemblage de pare-chocs et Groupes Moto-Ventilateurs.
Le processus de fabrication est l'injection, la peinture, l'assemblage et l'expédition.

Les pare-chocs et les becquets sont fabriqués à partir de presses à injection utilisant des granules de polypropylène, qui sont fondus dans un moule métallique creux puis refroidis et transférés vers

les lignes de peinture.

Le procédé de mise en peinture permet de colorer le pare-chocs de la teinte de la carrosserie du véhicule.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suite :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Valeurs limites oxydateur	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 27-7-a	Demande d'action corrective	2 mois
14	Émissions diffuses	Arrêté préfectoral du 22/05/2006, article 4.3.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	TAR	Arrêté ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	TAR	Arrêté ministériel du 14/12/2013, article 5.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Bilan annuel TAR	Arrêté ministériel du 15/05/2024, article 3.7.V	/	Sans objet
4	Dispositions incendie	Arrêté préfectoral du 26/03/2014, article 7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	Isolement du site	AP complémentaire du 26/03/2014, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Isolement du site	AP complémentaire du 26/03/2014, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Hauteur de la cheminée	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 52	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Surveillance des rejets	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Plan de gestion des solvants	Arrêté préfectoral du 22/05/2006, article 4.4.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
11	Fiabilisation de l'autosurveillance - COV	Arrêté préfectoral du 22/05/2006, article 4.4.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Fiabilisation de l'autosurveillance – autres paramètres	Arrêté préfectoral du 22/05/2006, article 4.4.2	/	Sans objet
13	Conditions annuelles de rejet	Arrêté préfectoral du 22/05/2006, article 4.3.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de lever la quasi-totalité des non-conformités issues des précédentes inspections. Il est attendu de l'exploitant une analyse approfondie des hypothèses de son PGS ainsi qu'un plan d'action afin de résorber la non-conformité sur les émissions diffuses de composés organiques volatils.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : TAR

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des points critiques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Objet du contrôle : [...] - échéancier des actions correctives programmées sur la base de l'identification des facteurs de risque. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat précédent :</i></p> <p><i>Ce point provient de l'inspection du 04 mars 2021, qui pointait l'absence d'un plan d'actions correctives programmées sur la base de l'identification de facteurs de risques.</i></p> <p><i>Par courrier du 24/08/2021, l'exploitant a transmis un échéancier reprenant les actions correctives issues de l'AMR (analyse méthodique des risques).</i></p> <p><i>Lors de l'inspection du 14 novembre 2022, l'inspection relève que l'échéancier n'a pas été mis à jour pour prendre en compte l'état de réalisation des actions correctives.</i></p> <p><i>Par courriel du 21 décembre 2022, l'exploitant a transmis la liste des actions correctives ainsi que leur état d'avancement.</i></p> <p><i>La clôture de la non-conformité a été actée par courrier de l'inspection classée en date du 17</i></p>

février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : TAR

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 14/12/2013, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5.3. Réseau de collecte</p> <p>a) Il est interdit de rejeter les eaux résiduaires de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat précédent :</i></p> <p><i>Lors de l'échange avec l'exploitant sur le fonctionnement de la TAR, l'exploitant indique que les eaux résiduaires issues de la TAR sont rejetées vers le réseau de collecte d'eaux pluviales débouchant sur le bassin d'orage.</i></p> <p>Par courriel du 21 décembre 2022, l'exploitant oppose que l'article 5.3a de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 n'est pas applicable, conformément à l'annexe V de ce même arrêté, l'exploitation ayant été déclarée en 2006. Par ailleurs, l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/05/2006 prévoit cette modalité de routage des eaux issues des TAR vers le bassin d'orage.</p> <p>La clôture de la non-conformité a été actée par courrier de l'inspection classée en date du 17 février 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bilan annuel TAR

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 15/05/2024, article 3.7.V
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel TAR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p>

<ul style="list-style-type: none"> – les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en <i>Legionella pneumophila</i>, consécutifs ou non consécutifs ; – les actions correctives prises ou envisagées ; – l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents. <p>Le bilan de l'année N – 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis son bilan annuel en date du 31 mars 2023. Il est accompagné des commentaires sur les éventuelles dérives constatées et leurs causes. Il relève notamment un dépassement survenu en novembre 2023, et pour lesquelles les différentes actions correctives ont permis un retour en situation nominale.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Dispositions incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 26/03/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'établissement dispose également à tout moment d'une réserve d'eau d'une capacité maximale de 1930 m3 et qui sert pour le sprinklage et la défense incendie en compléments des poteaux incendie. La réserve d'eau fait l'objet d'un nettoyage et d'un débroussaillage annuels. Elle dispose d'un niveau de détection de niveau bas permettant d'assurer son remplissage automatiquement afin de s'assurer de la suffisance de l'eau disponible pour les besoins en eau [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat précédent :</i></p> <p><i>Lors de la visite du 14/11/2022, l'inspection constate que la végétation abonde aux abords du bassin d'orage. L'exploitant indique alors que le débroussaillage est effectué tous les deux ans.</i></p> <p><i>L'inspection constate l'absence de tout dispositif de mesure sur le bassin d'orage, et donc que l'exploitant n'est ni en mesure d'en assurer le remplissage automatique, ni d'établir la quantité d'eau incendie disponible.</i></p> <p>L'exploitant indique avoir procédé à un débroussaillage, curage et remplacement du dispositif d'étanchéité du bassin d'orage, lors de la période d'arrêt du site en août 2023.</p> <p>Le tour du site effectué lors de l'inspection permet de constater le retrait effectif de l'ensemble</p>

de la végétation, ainsi que la présence d'une membrane neuve d'étanchéité.
Par ailleurs, l'exploitant avait prévenu l'inspection des installations classées de la survenue de ces travaux, et avait envoyé des photos documentant leur avancement en juillet et août 2023.

L'inspection constate également la présence dans le bassin d'une réglette, clairement visible, avec différentes couleurs permettant de visualiser instantanément si la réserve d'eau est suffisante.
L'exploitant présente également le plan du bassin ayant permis d'établir la relation hauteur/volume ayant servi à la conception de la réglette.

La mise en demeure associée à cette non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Isolement du site

Référence réglementaire : AP complémentaire du 26/03/2014, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Vannes

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés de systèmes permettant de maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche et signalés. [...]

Constats :

Constat issu de l'inspection du 14/11/2022 :

Lors du tour de site et par échantillonnage, l'inspection des installations classées demande à voir manœuvrer une vanne de confinement signalée et localisée à proximité de la zone de réception du site.

L'inspection constate que la manœuvre pose des difficultés et ne va pas à son terme. L'inspection conclut que les dispositifs mentionnés dans la disposition ci-dessus ne sont pas maintenus dans un état de marche suffisant.

L'exploitant présente le plan du site sur lequel figurent les vannes de confinement à manœuvrer (7 en tout). L'exploitant explique qu'il y a sur le site des vannes de confinement de plusieurs natures : celles isolant le site de l'extérieur (au nombre de 3), et celles isolant le bassin d'orage (au nombre de 4) d'éventuels déversements sur la parcelle du site.

L'inspection interroge l'exploitant sur l'existence d'une consigne définissant les vannes à fermer. L'exploitant indique que celle-ci est présente au poste de garde à l'entrée du site. Lors du tour de site, l'inspection constate que les vannes sont correctement signalées.

Le plan définissant l'emplacement des vannes de confinement est disponible au poste de garde. Une consigne définissant l'opération de fermeture des vannes d'isolement du site est présente.

Lors du tour de site, par sondage, l'inspection demande à voir manœuvrer deux des vannes de confinement du site, dont celle n'ayant pas fonctionné la fois précédente. Les opérations vont à leur terme.

La mise en demeure associée à cette non-conformité est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Isolement du site

Référence réglementaire : AP complémentaire du 26/03/2014, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Séparation bassin rétention et réserve eau incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/11/2022
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Le site est équipé de moyens de rétention permettant de recueillir 1748 m³ d'eaux polluées (y compris des eaux d'extinction incendie) lors d'un accident ou d'un incendie. [...]

Cette rétention est distincte et isolée du bassin d'orage et des dispositifs d'obturation permettront d'éviter tout retour d'eau polluée vers le bassin d'orage servant de réserve incendie.

Constats :

Constat issu de l'inspection du 14/11/2022

Lors de la visite sur le site, l'exploitant indique que les eaux issues de la gestion de l'incendie ruissellent vers le bassin d'orage qui sert également de réserve à incendie.

Ce mode de fonctionnement est en contradiction avec la prescription ci-dessus.

De plus, l'inspection constate qu'au droit du bassin d'orage, certains des tuyaux d'eaux pluviales alimentant celui-ci ne sont pas munis de vannes de barrage. L'exploitant n'est pas en mesure d'expliciter s'il en existe en amont.

L'exploitant présente les volumes de rétention sur son site, qui sont constitués :

- de 1600 m³ par le biais de 3 bassins de rétention situés en extrémité du site,
- de 1343 m³ par le biais du parking, volume des véhicules immergés déduit.

Il est reprécisé que les bassins de rétention avaient été créés afin de se mettre en conformité avec l'arrêté du 26 mars 2014.

La démonstration du respect de la prescription ci-dessus présentée par l'exploitant est étayée par des considérations altimétriques établies par le bureau d'études Terra Seine, ainsi que par un plan des réseaux présentés en annexe du porter-à-connaissance du 26 février 2020. L'absence de ruissellement vers le bassin d'orage tient également à la fermeture des vannes barrage lors de conditions accidentelles et incidentelles.

Lors du tour de site, l'exploitant présente la consigne de fermeture des vannes. L'inspection relève

<p>que la consigne « papier » disponible dans le poste de garde n'est pas complètement à jour, dans la mesure où le nombre et les numéros de vannes à fermer ne correspondent pas. Par mail du 31 mai 2024, l'exploitant transmet une consigne informatique à jour de la situation du site, et indique avoir procédé au remplacement de la consigne « papier ».</p> <p>La mise en demeure associée à cette non-conformité est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Hauteur de la cheminée

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Hauteur de la cheminée</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 27 octobre 2023, l'exploitant transmet un dossier faisant état de la liste des cheminées du site, ainsi que des photos et plans permettant de documenter que l'ensemble des cheminées du site a une hauteur supérieure à 10 m.</p> <p>La non-conformité est clôturée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Surveillance des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 58-I</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixées, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.</p>

<p>Constats :</p> <p><i>Constat précédent :</i> <i>L'exploitant indique que son programme de surveillance repose sur l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2006, et ne pas disposer d'un programme de surveillance en tant que tel.</i></p> <p><i>L'inspection constate néanmoins que la nature et la fréquence des mesures spécifiées dans l'arrêté préfectoral sont respectées.</i></p> <p><i>Il est demandé à l'exploitant de formaliser son programme de surveillance dans un document autoportant.</i></p> <p>Par courrier du 27 octobre 2023, l'exploitant transmet un dossier faisant état de son programme de surveillance des émissions.</p> <p>L'inspection relève en séance auprès de l'exploitant l'absence dans ce programme de surveillance de mesures de CH₄ et de CO, prescrites par l'article 27-7 a de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. L'exploitant présente alors les deux derniers rapports semestriels de rejets atmosphériques établis par l'APAVE en date du 16 mai 2023 et 28 février 2023. Les rapports indiquent que les paramètres CH₄ et CO y sont bien mesurés, mais les résultats relatifs au CH₄ ne sont pas présentés dans le rapport (non-conformité traitée par le point de contrôle n°10).</p> <p>L'exploitant transmet, par mail du 21 mai 2024, une version amendée du plan de surveillance contenant les paramètres CH₄ et CO, et permettant ainsi de corriger la non-conformité constatée lors de l'inspection.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de disposer d'un programme de surveillance bien à jour afin de conserver la maîtrise de ses actions de surveillance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Plan de gestion des solvants

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 22/05/2006, article 4.4.3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Plan de gestion des solvants</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants pour le site, mentionnant les entrées et les sorties des solvants de l'installation et faisant apparaître les émissions résultantes dans l'environnement, notamment les émissions atmosphériques canalisées et diffuses. Ce plan [...], est transmis annuellement à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année suivant la période considérée. [...]</p>
<p>Constats :</p>

Constat issu de l'inspection du 14 septembre 2023 :

L'exploitant présente en séance les hypothèses de son plan de gestion des solvants, transmis à l'inspection via l'application GEREP en mars 2023, ainsi que le tableur servant de base au calcul.

L'inspection formule, non exhaustivement, les remarques suivantes sur le tableur et le rapport :

- les quantités de solvants sortant du site sont largement supérieures à celles entrant sur le site ;
- les rendements des oxydateurs apparaissant à plusieurs endroits dans le tableur, avec des valeurs différentes. Pour mémoire, les valeurs mesurées en amont et aval des oxydateurs doivent servir de base au calcul des rendements ;
- il est rappelé que ce qui est compté dans le flux d'émissions O6 dans les déchets ne doit pas être pris dans le flux d'émissions diffuses O4 ;
- il est nécessaire d'étayer avec plus de détails les hypothèses servant au calcul des flux O6 et O7 ;
- les valeurs du PGS doivent être cohérentes avec celles indiquées dans GEREP.

La différence entre la quantité de solvants entrants et sortants est de nature à modifier l'appréciation de conformité de l'installation sur ses émissions diffuses (§4.3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2006).

Il est demandé à l'exploitant de procéder à une réévaluation complète de son Plan de Gestion des Solvants.

L'exploitant présente en séance son plan de gestion de solvants, déposé sur la plateforme GEREP en date du 31 mars 2024. Celui-ci a été complètement refondé avec l'aide d'une prestation externe spécialisée.

L'inspection relève que les constats et observations formulées ci-dessus ont été pris en compte.

Les vérifications suivantes sont menées par l'inspection :

- La consommation annuelle déterminée par l'exploitant répond à la définition réglementaire (I1 – O8).
- Les consommations annuelles de solvants déterminées dans le PGS et déclarées dans GEREP pour la même année sont identiques.
- Les solvants considérés répondent bien à la définition de solvants organiques, notamment ils sont utilisés sans subir de modification chimique.
- La part de solvants contenue dans les produits envoyés en régénération externe (O8) est estimée.
- Il n'y a pas de solvant récupéré et réutilisé à l'entrée de l'unité (I2 = 0).
- L'exploitant a déterminé la quantité de solvants utilisée, égale à I1 + I2.

Le flux O5 (solvants détruits) déterminé par l'exploitant (traitement des rejets aqueux, des rejets atmosphériques) :

- concerne uniquement les solvants détruits par réactions physiques ou chimiques,
- tient compte du rendement de l'installation de traitement, déterminé par des mesures amont/aval,
- Les mesures amont/aval ont été effectuées le même jour ou avec des paramètres identiques.
- L'exploitant n'est pas concerné par le flux O7.
- L'installation est équipée d'un oxydateur thermique.
- Le calcul du rendement de l'oxydateur est appuyé par des mesures in situ effectuées par un

<p>organisme indépendant (rapport APAVE du 16 mai 2023).</p> <p>- Lors de la visite des ateliers, l'inspection n'a pas identifié d'autres points de rejet susceptibles d'être à l'origine de gaz résiduels contenant des COV.</p> <p>L'exploitant mesure au moins une fois par an le débit rejeté ainsi que la concentration de polluants (Fréquence des mesures : semestrielle).</p> <p>En séance, sont également commentées les évolutions entre 2022 et 2023 des différentes grandeurs intervenant dans les calculs (consommation par ligne notamment).</p> <p>Les émissions totales s'élèvent à 55 361 kg sur la période 2023, dont une part d'émissions diffuses de 51 472 kg.</p> <p>L'inspection considère que les informations qui peuvent en être tirées peuvent être considérées comme fiables, et que la mise en demeure peut être levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Valeurs limites oxydateur

<p>Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 27-7-a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites oxydateur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m³. [...]</p> <p>Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/m³ ou 50 mg/m³ si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. [...] En outre, l'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH₄) : NOx (1) (en équivalent NO₂) : 100 mg/m³ ; CH₄ : 50 mg/m³ ; CO : 100 mg/m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le rapport de mesure des rejets atmosphériques T230027102-R01 du 16 mai 2023 établi par la société APAVE, permettant d'établir les conclusions qui suivent.</p> <p>Pour la ligne G2M (flux horaire : 0,08 kg/h, rendement de 98,5 %) : les valeurs limites en NOx, COV non méthaniques sont respectées.</p> <p>La valeur limite pour le monoxyde de carbone n'est pas respectée (valeur atteinte de 130 mg/m³). Le contrôle inopiné déroulé les 18 et 19 septembre 2023 (rapport n° 2211EN1D2000022 de la société Socotec) fait également état d'un dépassement en monoxyde de carbone (valeur atteinte de 138 mg/Nm³)</p> <p>Pour la ligne Cleartech (flux horaire 0,05 kg/h, rendement de 95,1 %) : les valeurs limites en NOx, COV non méthaniques et monoxyde de carbone sont respectées.</p> <p>Le rapport indique que le paramètre CH₄ est bien mesuré, mais les résultats n'en sont pas</p>

communiqués.
Il est attendu que l'exploitant transmet, analyse les causes et mets en place les actions correctives relatives au dépassement en CO sur la ligne G2M, ainsi que les résultats de mesure du CH4.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Fiabilisation de l'autosurveillance -COV

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 22/05/2006, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fiabilisation de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer, au moins deux fois par an, le mesures de concentration et flux horaire en COV en sortie des installations de peinture par un organisme agréé [...].
Constats : L'exploitant présente alors les deux derniers semestriels de rejets atmosphériques établis par l'APAVE en date du 16 mai 2023 et 28 février 2023, et comprenant bien les mesures de concentration ainsi que les flux horaires de COV. La fréquence bisannuelle est donc bien respectée. L'inspection fait remarquer que la fréquence est conforme, mais que les deux contrôles pourraient être plus espacés afin d'avoir un suivi plus lissé de l'installation. L'exploitant indique que cette situation sera résorbée cette année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Fiabilisation de l'autosurveillance – autres paramètres

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 22/05/2006, article 4.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fiabilisation de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : Pour les paramètres autres que les COV listés au point 4.3.3, l'exploitant fait réaliser une mesure de débit et de la concentration des polluants visés, selon les méthodes normalisées et par un organisme agréé au moins tous les 3 ans.
Constats : Les paramètres listés au 4.3.3 sont poussières, oxydes de soufre, oxydes d'azote. Ils sont mesurés deux fois par an, ce qui est vérifié par sondage sur l'année 2023 par la consultation des rapports T230027102-R01 du 16 mai 2023 et T220017532-R01 du 28 février 2023 établis par l'APAVE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Conditions annuelles de rejet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 22/05/2006, article 4.3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission annuelle
Prescription contrôlée : La valeur limite d'émission annuelle de composés organiques volatils classiques exprimés en équivalent COV doit être inférieure ou égale à 0,314 kg par m ² annuel de surface peinte (0,314 kgCOV/m ²).
Constats : L'exploitant établit, à partir de son PGS, le calcul suivant : Émissions annuelles de COV pour 2023 : Données : 55 361 kg d'émissions totales (O1 + O4) / 714 610 m ² peints Résultat : 0,077 kg COV / m ² peint. L'exploitation est conforme sur cette valeur limite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 22/05/2006, article 4.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émissions diffuses
Prescription contrôlée : À l'échéance du 30 octobre 2005, le flux annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 11 % de la quantité de solvants utilisés (soit I1+I2).
Constats : À partir de son PGS, l'exploitant établit les résultats suivants : Flux d'émissions diffuses pour 2023 : Données : 51 472 kg solvants en émissions diffuses / 317 099 kg solvants utilisés Résultat : 16,23 % d'émissions diffuses Compte tenu de la refonte du PGS fin 2023, la non-conformité sur le respect de la valeur limite constitue un élément nouveau pour l'exploitant. L'exploitant indique qu'il souhaite réexaminer les hypothèses de son PGS, notamment celles relatives à la quantité de solvants dans les déchets. Il indique également que le mode de calcul utilisé pour les émissions détruites par oxydation serait minorant, ce qui conduit par construction du PGS à augmenter les émissions diffuses. Il est demandé à l'exploitant : - sous 3 mois, de documenter et décrire les hypothèses ayant servi dans son PGS; - sous 7 mois, de proposer un plan d'action ayant pour objet le retour à la conformité. Il est rappelé à l'exploitant la rentrée en vigueur des dispositions de l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées

du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710, à compter de décembre 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois